

les amis de la terre International

rapport 2012 annuel

mobilise. resiste. transforme



**Les Amis
de la Terre
International**

La fédération internationale des Amis de la Terre est le plus grand réseau mondial d'organisations environnementales de base ; elle compte 74 organisations membres et plus de deux millions d'adhérents et de sympathisants de tous les continents.

notre vision

Nous avons la vision d'un monde pacifique et responsable, composé de sociétés qui seront en harmonie avec la nature. Nous rêvons d'une société de personnes interdépendantes vivant dans la dignité, la complétude et l'épanouissement, où la justice et les droits des personnes et des peuples seront devenus des réalités. Ce sera une société bâtie sur la souveraineté et la participation des peuples. Elle sera fondée sur la justice sociale, économique, écologique et de genre, et débarrassée de toutes les formes de domination et d'exploitation, qu'elles s'appellent néolibéralisme, mondialisation, néocolonialisme ou militarisme. Nous pensons que, grâce à ce que nous faisons, l'avenir de nos enfants sera meilleur.

notre mission

- Œuvrer ensemble pour obtenir la justice environnementale et sociale, la dignité humaine et le respect des droits de l'homme et des peuples, de manière à assurer l'existence de sociétés viables.
- Arrêter et inverser la dégradation de l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles, nourrir la diversité écologique et culturelle de la terre et garantir des moyens de vie durables.
- Obtenir l'émancipation des peuples autochtones, des communautés locales, des femmes, des groupes et des individus et la participation populaire à la prise de décisions.
- Susciter une évolution vers la durabilité et l'équité au sein des sociétés et dans leurs rapports entre elles par des approches et des solutions innovantes.
- Entreprendre des campagnes dynamiques, provoquer la prise de conscience, mobiliser les gens et établir des alliances avec des mouvements divers, en associant les luttes menées au niveau de la base, au plan national et à l'échelon mondial.
- Nous inspirer les uns des autres, exploiter, renforcer et compléter nos capacités respectives, en vivant le changement auquel nous aspirons et en travaillant ensemble dans la solidarité.

les amis de la terre International

rapport 2012 annuel

mobilise, resist, transform

table des matières

Lettre de la présidente des ATI	3
Événements marquants en 2012	4-9
Le point sur nos programmes	10-19
Notre mouvement et nous-mêmes	20-21
Nos finances	22
Notre Comité exécutif	23
Nos organisations	24



lettre de

Jagoda Munić



Chers amis,

Après avoir travaillé au sein du Comité exécutif pendant huit ans, c'est pour moi un grand honneur que d'avoir été élue présidente des Amis de la Terre International. Être à la hauteur des leaders inspirateurs qui m'ont précédée ne sera pas facile, mais je ferai tout mon possible pour mettre à profit leur excellent travail à mesure que les ATI iront de l'avant.



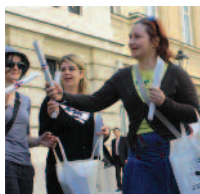
Jagoda Munić

© foei

Vu l'épouvantable tendance à criminaliser l'activisme environnemental, il semble tout à fait approprié d'avoir consacré les premiers jours de ma présidence à participer à la mission des Amis de la Terre International qui devait vérifier les violations des droits de l'homme dont sont victimes les personnes et les communautés qui s'opposent à la destruction de l'environnement à El Salvador et au Guatemala. Mes compagnons de voyage étaient des délégués de onze pays aussi éloignés que l'Espagne, la Suède et les Philippines. Nous avons visité des communautés qui résistent aux mines d'or d'entreprises canadiennes, ainsi que les habitants de Santa Cruz Barillas, au Guatemala, qui ont été mis en prison pour s'être opposés au barrage hydroélectrique d'une entreprise espagnole. Les ATI ont aidé ces prisonniers pendant des mois, en exigeant que l'entreprise se retire de la zone et en appelant le gouvernement du Guatemala à respecter la constitution et à veiller à la sécurité de ses citoyens. Heureusement, un mois après notre visite nous avons eu la joie d'apprendre que la justice avait triomphé et que les activistes avaient été libérés.

Cette mission nous a confirmé à quel point il est important que les Amis de la Terre International soutiennent les communautés du monde entier qui sont victimes de harcèlement, de menaces, d'emprisonnement et même de meurtres, pour la simple raison qu'elles défendent leurs territoires, leurs moyens d'existence et la santé de notre planète. Les ATI sont heureux d'avoir mis en place en 2012 un nouveau programme dont le but est de se mobiliser pour protéger les défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement. Leur combat personnel est le nôtre à l'échelon mondial : c'est pour bâtir un mouvement environnemental mondial de base populaire que nous travaillons inlassablement.

Les ATI sont d'avis que pour résoudre les problèmes écologiques et sociaux du monde il faut un changement fondamental du système économique mondial. Nous savons que la tâche est énorme, mais nous savons aussi que nous sommes en train de mettre en place les stratégies et les solutions correctes pour l'accomplir. La fédération internationale des Amis de la Terre a été créée il y a quarante ans pour accroître l'influence des mouvements écologistes locaux et nationaux en les unissant à travers les pays, les continents et les cultures. Sous la bannière des ATI nous sommes plus grands et plus forts que la somme de nos parties. C'est cette force qui nous fait avancer face aux défis qui nous attendent.



En solidarité,

Jagoda Munić, Croatie

Présidente des Amis de la Terre International



à Rio : une ONU pour le peuple !

Le 20 juin, les ATI ont participé avec 50 000 autres personnes à une marche à travers Rio de Janeiro. © feoi



Les ATI ont organisé et participé à des dizaines d'ateliers et d'actions durant le Sommet des Peuples. Notre déclaration contre l'influence des entreprises sur les décisions de l'ONU - que nous avons remise à Ban Ki-Moon - a été signée par plus de 400 organisations.

En 1992, les gouvernements du monde se sont réunis à Rio de Janeiro pour la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, dénommée Sommet de la Terre. Ils y sont convenus de certains principes qui devaient guider le monde sur la voie du développement durable. Vingt ans plus tard, en juin 2012, les gouvernements sont retournés à Rio pour faire une évaluation et prévoir l'avenir. Les Amis de la Terre International ont été là pour condamner les progrès lamentables qu'ils avaient accomplis pour ce qui est d'inverser les inégalités et le déperissement environnemental. Nous avons exhorté les leaders du monde à écouter les milliers de voix qui s'élevaient du Sommet alternatif des Peuples pour réclamer la justice et la transformation des systèmes économique, énergétique et alimentaire mondiaux.

Le 20 juin, nous avons marché dans les rues de Rio avec 50 000 autres personnes pour exiger des mesures réelles et pour protester contre le bradage de la planète et de ses habitants que représente « l'Économie verte ». Au Sommet des Peuples, nous avons organisé des dizaines d'ateliers et d'activités publiques, comme le « Tour toxique » dans la ville voisine de Santa Cruz dont les 20 000 habitants subissent la pollution industrielle d'une énorme fabrique qui appartient aux multinationales ThyssenKrupp et Vale. À quelques kilomètres de là, le logo de Vale était exposé au siège de la conférence, l'entreprise étant un des sponsors du Sommet de l'ONU.

Le président des Amis de la Terre International, Nnimmo Bassey, a remis au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, une déclaration dénonçant l'influence inacceptable que les groupes de pression des entreprises et les grandes multinationales comme Vale exercent sur les décisions de l'ONU. La déclaration a bénéficié d'un large soutien et elle a été signée par plus de 400 organisations du monde entier.

En plus de la déclaration, nous avons publié *Libérons l'ONU de l'influence des entreprises*, un recueil de six études de cas qui montrent que l'influence du secteur privé menace la prise de décisions de l'ONU. Nous y faisons des recommandations sur la manière de réorienter l'ONU vers son mandat originel de servir l'intérêt public. Entre autres choses, le rapport montre que l'ONU a travaillé en étroite collaboration avec les grandes entreprises au développement et à la promotion du concept d'économie verte.

La campagne des ATI a été très suivie. La chaîne de TV Al Jazeera a organisé une table ronde, *Inside Story : Have multinationals hijacked Rio+20 ?*, à laquelle a participé le président des ATI, Nnimmo Bassey. Le mouvement Occupy a repris notre déclaration parmi ses principales réclamations à Rio, et le Pacte mondial de l'ONU a publié une réponse publique défensive. Bien que les résultats de Rio+20 ne laissent que peu d'espoir, nos activités de divulgation médiatique et de sensibilisation ont contribué à éviter l'approbation en bloc du programme de l'économie verte, certains pays ayant tenu à préserver leur capacité de définir leur propre vision d'une économie véritablement juste et durable.



Les AT Brésil ont contribué à l'organisation de plusieurs actions, dont le Tour Toxique d'une ville voisine, Santa Cruz.



La marche du Sommet des Peuples à travers Rio de Janeiro.

Événements marquants en 2012

la terre, la vie et la justice

La campagne des ATI contre l'appropriation foncière a attiré l'attention sur la situation critique des Ougandais comme Fiona Nankya, dont les terres ont été prises par des plantations | © foel/jason taylor



Les représentants de communautés de tout le Liberia se réunissent pour une photo à la fin d'une conférence organisée dans la ville de Bopolu en novembre 2012.

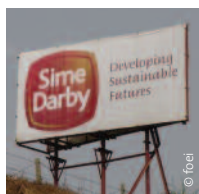
Les AT Ouganda ont apporté leur soutien aux villages dont les terres communales ont été défrichées pour les plantations de BIDCO.

Depuis 2008, plus de 200 millions d'hectares ont été pris aux petits agriculteurs, aux pêcheurs et à d'autres communautés rurales. Cette appropriation foncière prive les communautés de leurs moyens de survie et fraie le chemin à la dévastation environnementale, puisque les entreprises et les investisseurs défoncent les forêts et perforent la terre pour creuser des mines et faire des plantations. En étroite collaboration avec nos alliés, les ATI ont contribué à mettre le problème de l'appropriation de terres sous les feux de l'actualité internationale, en faisant campagne contre les principaux facteurs de cette appropriation, comme les agrocarburants et la demande excessive de matières premières, et en soutenant les combats des communautés pour la défense de leurs droits territoriaux.

En 2012, nous avons tourné les projecteurs vers l'Ouganda et le Liberia, afin de faire connaître les difficultés des communautés qui ont été déplacées pour faire de la place aux plantations de palmiers à huile. En plus du rapport *La terre, la vie et la justice : l'accaparement de terres porte atteinte à l'environnement, aux moyens d'existence et à la souveraineté alimentaire des communautés ougandaises*, nous avons produit un documentaire avec l'émouvant témoignage de John Muyisa qui, en se réveillant un jour, a trouvé que des bulldozers étaient en train de raser les forêts de sa communauté.

L'histoire de John est celle de milliers d'autres personnes. Au Liberia, nous avons aidé des communautés qui avaient perdu leurs terres parce que celles-ci avaient été données en concession à Sime Darby, une entreprise malaise qui fabrique de l'huile de palme. Sur la base des rapports des AT Liberia (*Uncertain futures*) et des AT Europe (*Farming money*), qui énumèrent les effets de la concession sur la zone et le rôle des banques européennes et des investisseurs privés qui ont facilité l'accaparement de terres, les ATI ont demandé aux banques et aux fonds de pension de cesser de financer l'accaparement foncier.

Le fait d'avoir attiré l'attention internationale sur ces luttes communautaires a fortifié d'autres campagnes nationales et locales qui visent à protéger les droits au territoire et aux ressources, et a influé sur les contributions que nous avons faites dans des arènes politiques internationales telles que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. En mai, lors de la réunion du Comité à Rome, avec d'autres représentants de la société civile nous avons fait bon accueil à l'adoption des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts. Ces directives comportent des références essentielles aux droits de l'homme concernant la propriété foncière, pour lesquelles nous avons plaidé.



À droite : Au Liberia, une villageoise signe un protocole d'accord (MoU) concernant la régularisation des limites des terres de sa communauté.



Les concessions octroyées aux compagnies huilières expulsent les communautés de leurs terres.



John Muyisa. Un jour, la compagnie kényane BIDCO est venue lui dire que la terre n'était pas à lui et qu'il devrait la quitter. En quelques jours, des bulldozers ont rasé la forêt et, avec elle, sa plantation de café. La compagnie lui a proposé un million de shillings (300 €) et un demi-hectare de terre, puis un hectare et demi mais pas d'argent, mais il a refusé.

Événements marquants en 2012

la protection et la défense des activistes de l'environnement

À Rio, la délégation des Amis de la
Terre fête le retour de Jeremias Vunjanhe. © fcei



La mission de solidarité des ATI à San José del Golfo, au Guatemala, a apporté son soutien aux communautés qui s'opposent à l'industrie minière.

Avant le début du Sommet Rio+20, les ATI s'étaient déjà mobilisés en faveur de l'activiste Jeremias Vunjanhe, des AT Mozambique, à qui on avait refusé sans justification l'entrée au Brésil. Des années durant, les Amis de la Terre Mozambique ont soutenu la lutte des familles qui ont été déplacées par la mine de charbon de l'entreprise brésilienne Vale, un des sponsors officiels de la conférence de Rio. Heureusement, notre mobilisation internationale a eu du succès et six jours plus tard Jeremias a refait le long chemin vers le Brésil pour être accueilli par un comité de bienvenue des Amis de la Terre débordant de joie.

Hélas, quelques jours plus tard nous avons constaté, une fois de plus, la gravité de la répression à l'égard de ceux qui parlent contre l'injustice environnementale. Juste après la fin du Sommet de Rio, Almir Nogueira de Amorim et João Luiz Telles Penetra, leaders d'une association de pêcheurs locaux, ont été trouvés assassinés. Ils participaient activement depuis longtemps à la lutte pour la défense de leur territoire, et surtout contre la construction d'un gazoduc de la compagnie brésilienne Petrobras. Les deux avaient assisté au Sommet de la Terre et au Tour Toxique.

La délégation internationale des ATI a participé à une manifestation organisée à Rio pour dénoncer ces meurtres et pour se solidariser avec les familles et la communauté des victimes. Notre voix s'est ajoutée à celles de beaucoup d'autres pour exiger à l'État de Rio de Janeiro et au Brésil d'enquêter sur l'affaire et d'intensifier la protection des activistes menacés.



Au cours de la mission de solidarité des ATI en Palestine, les délégués des AT Afrique du Sud et des AT Ecosse ont rencontré les habitants de Cisjordanie et constaté les dégâts environnementaux causés par les activités industrielles, commerciales et agricoles d'Israël.



Un activiste de la communauté de Santa Cruz Barillas, libéré de prison durant la mission de solidarité des ATI au Guatemala.



Des membres de la communauté de Santa Cruz Barillas montrent la marque de la prison.

Les cas de Rio font partie d'une escalade alarmante de la violence et de la répression contre ceux qui agissent pour défendre l'environnement, les droits et les moyens d'existence. C'est un aspect persistant du contexte dans lequel fonctionnent les Amis de la Terre et leurs alliés. Pour répondre à cette menace, les ATI ont mis en place un système de réponse urgente dans toute la fédération, afin d'alerter et de mobiliser les organisations membres pour qu'elles prennent des mesures de solidarité avec les activistes de l'environnement victimes de la répression. Radio Monde Réel, la webradio des ATI, a permis de sensibiliser le public à ce sujet, en informant sur la répression, l'intimidation et le meurtre d'activistes de l'environnement dans une centaine d'interviews et d'articles diffusés en 2012.

Notre nouveau fonds pour les urgences a déjà apporté du soutien direct à plus de deux cents activistes en danger et membres de leurs familles. En Ouganda, aux Philippines et à El Salvador nous avons financé la formation du personnel des AT, des partenaires et des activistes communautaires, pour les aider à se protéger et à connaître leurs droits, les lois et les instruments importants pour les défenseurs des droits de l'homme.

Le point sur nos programmes

justice climatique et énergie

Puits de forage de gaz de schiste.

© calvin tillman



Les pourparlers de l'ONU sur le climat et une manifestation de la société civile à Doha.

Tout comme le Sommet de Rio, la conférence de l'ONU sur le climat à Doha a montré une fois de plus que les pays développés ne sont pas en train de prendre les mesures appropriées pour résoudre la crise climatique. Au lieu de le faire, ils continuent de protéger les intérêts des grandes entreprises énergétiques polluantes et d'aider les élites à mettre en place ce qui risque d'être une poule aux œufs d'or de l'énergie : un marché mondial du carbone. En 2012, les Amis de la Terre International ont entrepris de riposter aux discours trompeurs sur le marché du carbone et de dire la vérité au public, aux décideurs et aux médias. Notre exigence d'une réduction forte et obligatoire des émissions et d'un financement climatique suffisant a franchi les frontières, atteignant le public du monde entier par l'intermédiaire d'Al Jazeera, du service mondial de la BBC, du Guardian, de Bloomberg et d'autres encore. En même temps, nous avons organisé des actions mondiales contre l'énergie polluante ; nous avons participé à un 'Twitterstorm' de 24 heures destiné à faire pression sur les leaders mondiaux pour qu'ils éliminent les subsides aux combustibles fossiles, et au Global Frackdown, une journée d'action internationale pour l'interdiction de la fracturation hydraulique.

Nous avons continué à dénoncer la Banque mondiale et les banques régionales de développement qui financent l'énergie polluante et la crise climatique. À l'assemblée des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement, les Amis de la Terre ont distribué aux représentants gouvernementaux deux rapports, *Climate finance in Latin America and the Caribbean* et *World Bank Carbon Funds in Latin America*. Ces rapports ont été des éléments-clés de l'atelier régional « Vers Rio+20 et au-delà », auquel ont participé des organisations et des mouvements sociaux latino-américains.



Installation pétrolière ('arbre de Noël'), Ikot Ada Udo, Nigeria.

En Afrique occidentale, les organisations des AT ont collaboré à informer le public sur la participation de la Banque mondiale au financement du Gazoduc d'Afrique de l'Ouest. La construction du gazoduc qui traverse le Nigeria, le Ghana, le Bénin et le Togo est en train de provoquer l'accaparement de terres et des dégâts écologiques tels que la pollution de l'eau et de l'air autour des installations. En collaboration avec des organisations du Ghana et du Togo, les AT Nigeria ont organisé un atelier avec les communautés touchées, des organisations de la société civile et des journalistes, dans le but d'en savoir plus sur le gazoduc, sur la politique de la Banque mondiale et sur les stratégies de résistance. L'atelier a bénéficié d'une large couverture médiatique, au point que la Compagnie des gazoducs d'Afrique de l'Ouest s'est engagée à donner suite aux doléances de la population.

Le programme des ATI sur la justice climatique et l'énergie a entrepris en 2012 un processus d'évaluation participative et de développement de stratégies. À l'avenir, le programme considérera comme prioritaire d'établir des liens entre les communautés qui résistent à l'énergie polluante et de développer des solutions énergétiques de rechange. Avant l'assemblée générale des ATI à El Salvador, les organisations AT ont eu l'occasion de commenter les perspectives et les stratégies avec les représentants de ces communautés, lorsque plus de 600 membres du Mouvement des victimes et des peuples touchés par le changement climatique (MOVIAC) se sont rencontrés pour la conférence « Changement climatique, territoires et mouvements sociaux ».



Conférence des AT El Salvador et de MOVIAC sur le changement climatique, les territoires et les mouvements sociaux.

Le point sur nos programmes

forêts et biodiversité

Des habitants de Grand Cape Mount entrent dans la plantation avec des habitants du comté de Gbarpolu, dont 51 % des terres ont été affectées à la concession de Sime Darby. Comté de Grand Cape Mount, 2012. © foel



À gauche : Le chef de Momblitaa, un village situé à l'intérieur de la concession de Sime Darby, observe ses cultures pendant qu'il parle de ses inquiétudes concernant l'arrivée de l'entreprise. Momblitaa, District de Bopolu, Comté de Gbarpolu, Liberia, 2012.

Camion-citerne pour le transport de l'huile de palme brute, Indonésie.

Les grandes entreprises et les financiers essaient de créer et de développer des marchés financiers dérivés de la nature (les forêts, la biodiversité et le carbone) afin d'obtenir des bénéfices tout en continuant de piller la planète. Tout au long de l'année, les Amis de la Terre International se sont efforcés de faire connaître au public et aux décideurs la menace que représente la « financiarisation » de la nature. À Rio, nous nous sommes associés aux Amis de la Terre France pour publier *La nature n'est pas à vendre*, une brochure qui explique ce qui se passe quand on traite la nature comme un produit financier, ceux qui sont derrière l'idée et pourquoi il faut y mettre fin.

En 2012, nous avons surveillé l'évolution du plan de compensation d'émissions proposé par l'ONU et dénommé REDD (Réduction des émissions dérivées de la déforestation et de la dégradation des forêts). Au plan local, les organisations AT ont fait des interventions critiques dans les pays qui mettent en place des structures administratives et des politiques en prévision de l'application du système REDD. Les organisations des AT du Mexique, du Brésil et des États-Unis ont travaillé ensemble pour examiner à fond une proposition californienne de compensation d'émissions qui utiliserait les crédits de projets REDD au Chiapas et en Acre. Au cours de la réunion au Chiapas du Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts, les AT Mexique ont contribué à organiser une semaine de manifestations et d'ateliers sur REDD et sur des questions connexes à laquelle ont participé plus de 300 personnes.



Des villageois du comté de Gbarpolu échangent des impressions sur les plantations de palmiers à huile durant une conférence des communautés concernées qui a eu lieu dans la ville de Bopolu, au Liberia, en novembre 2012.



L'Ecocentro des AT El Salvador applique des méthodes agro-écologiques pour préserver la biodiversité agricole.



Terre défrichée pour y faire des plantations de palmiers à huile en Indonésie.

Le point sur nos programmes

souveraineté alimentaire

Une famille de la municipalité de Santa Cruz Michapa, à El Salvador, rassemble et préserve des graines de variétés indigènes. © foel/jason taylor



À droite : les ATI demandent que l'on investisse dans des méthodes agro-écologiques comme celles de Norberta Ambrocio, dont les systèmes durables ont pour but de renforcer les capacités des femmes qui travaillent avec le bétail.

Le mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire – auquel les Amis de la Terre International sont fiers de contribuer – devient de plus en plus fort. Dans le monde entier, les gens se rendent compte de l'échec de l'agro-industrie, qui est en train de pousser les petits agriculteurs à quitter leurs terres et à cesser de travailler, d'empêcher la population d'obtenir des produits alimentaires locaux et de détruire l'environnement. En 2012, un événement marquant a été la décision de la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies de lancer un débat sur la *souveraineté* alimentaire, à la place de la notion plus étroite de sécurité alimentaire.

La force du mouvement est devenue évidente en Europe également, où 25 000 personnes ont bravé le froid de janvier pour se rassembler à Berlin et réclamer la réforme de la politique agricole de l'UE. Cette manifestation a été une des nombreuses actions des Amis de la Terre dans toute l'Europe concernant l'alimentation. En septembre, nous avons exigé avec nos alliés que la Commission européenne prenne des mesures contre la spéculation financière sur les aliments, avec plus de 100 000 signatures à l'appui. Dans le cadre de notre campagne contre les agrocarburants, nous avons publié un document d'information détaillé qui démontre leurs liens avec la hausse des prix des aliments et avec la faim. Nous avons applaudi la décision de la Commission européenne d'admettre finalement que les agrocarburants concurrencent les vivres et peuvent aboutir à des changements d'affectation des sols nuisibles à l'environnement, et nous avons insisté sur le besoin de réformes politiques plus fermes.



Le maïs indigène supporte la sécheresse. Plusieurs organisations des AT appuient des banques de semences dont le but est de préserver les variétés végétales locales.

Pendant la Journée internationale de la souveraineté alimentaire nous avons critiqué les gouvernements donateurs qui pompent de l'argent dans l'agriculture intensive et dans les cultures génétiquement modifiées (GM), au détriment des méthodes agro-écologiques plus appropriées pour combattre la faim et protéger la biodiversité. Notre rapport *Un loup déguisé en agneau ? Analyse de l'intensification durable de l'agriculture* montre les défauts de cette approche high-tech de la production vivrière qui répond plus à la quête de profits des grandes entreprises qu'aux besoins des petits agriculteurs. Avec La Via Campesina et Combat Monsanto, nous avons publié *Combattre Monsanto : résistance populaire au pouvoir de l'industrie agroalimentaire à l'heure de l'économie verte et du changement climatique*, qui décrit les combats acharnés contre Monsanto et contre les produits GM aux quatre coins du monde. Nous avons célébré un succès lorsque la compagnie allemande BASF a annoncé qu'elle allait arrêter le développement et la commercialisation de produits agricoles GM en Europe.

Aux côtés des campagnes de résistance, les Amis de la Terre ont continué de montrer aux décideurs et aux professionnels la marche à suivre, au moyen d'initiatives réussies comme le centre de formation en agro-écologie d'El Salvador et le réseau de semences indigènes des AT Uruguay qui a facilité la préservation des semences et des connaissances traditionnelles du pays.



Action des AT Europe contre la spéculation sur les aliments.

PALEIS VAN JUSTITIE



résister aux mines,
au pétrole et au gaz

Des agriculteurs nigériens et leur avocat dans le procès contre Shell, en face du palais de justice des Pays-Bas. © Pierre Crom/Milieudefensie



Les AT Angleterre, Galles et Irlande du Nord et les AT Indonésie mènent une campagne pour freiner la destruction écologique provoquée par l'extraction d'étain à Bangka, en Indonésie.

Dans le cadre des activités contre les mines, le pétrole et le gaz, les Amis de la Terre International ont attiré l'attention du monde entier vers la destruction massive de communautés et d'écosystèmes que le géant pétrolier anglo-néerlandais a provoquée au Nigeria. Lors de l'assemblée annuelle de Shell, nous avons remis au directeur général Peter Voser près de 70 000 signatures pour exiger que la compagnie répare le désastre qu'elle a fait au Nigeria. En octobre, un événement historique s'est produit : la compagnie a dû comparaître devant un tribunal néerlandais pour rendre compte des dommages qu'elle avait causés à des communautés nigérianes. Le procès, qui a été couvert par des médias internationaux tels que la CNN, la BBC, le New York Times et le Wall Street Journal, a été intenté par quatre agriculteurs nigériens, avec la collaboration des organisations des Amis de la Terre des Pays-Bas et du Nigeria.

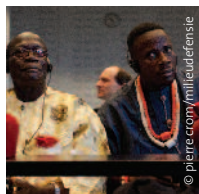
Les AT Angleterre, Galles et Irlande du Nord et les AT Indonésie ont fait équipe eux aussi pour révéler les dangereuses conditions de travail et la dévastation environnementale dans l'île de Bangka, où

les mines d'étain sont en train de détruire les forêts tropicales, les récifs coralliens et les moyens d'existence. Leur campagne appelle les fabricants de téléphones portables à contribuer à arrêter la dévastation de l'île de Bangka, et elle propose de fixer des normes qui obligent les compagnies à révéler les impacts de leurs chaînes d'approvisionnement. En Amérique centrale, les organisations des Amis de la Terre se sont associées avec des alliés dans un mouvement méso-américain contre l'extraction minière. Le mouvement a centré ses activités sur la fermeture de la mine Marlin de Goldcorp, qui a causé au Guatemala une énorme dévastation environnementale et sociale et qui a été un lieu de répression, de violence et de violations des droits de l'homme, comme l'a vérifié en novembre la délégation internationale des ATI.

Des organisations des AT ont remporté d'importantes victoires en obtenant en 2012 la déclaration de moratoires locaux et nationaux sur la fracturation hydraulique et sur la prospection non conventionnelle de gaz à certains endroits d'Australie et d'Europe. Cependant, la lutte contre les industries extractives est souvent longue, difficile et brutale. Parmi les activistes en danger que nous avons aidés en 2012 – surtout dans les pays du Sud – beaucoup avaient participé à des conflits concernant les mines. Aux Philippines, au moins 25 personnes, membres de peuples indigènes et écologistes, ont été tuées sous le gouvernement actuel ; dans bien des cas, des projets d'extraction étaient en cause. Les Amis de la Terre International ont publié une déclaration internationale pour exiger au gouvernement philippin de mettre fin à ces meurtres. Simultanément, les AT Philippines ont lancé une campagne pour un projet de loi alternatif sur la gestion des minéraux, lequel pourrait aboutir, si la loi était adoptée, à une gestion des minéraux durable et fondée sur les besoins.



Les AT Argentine participent à une campagne nationale pour l'eau et la vie et contre l'industrie minière.



En haut : Les plaignants nigériens dans le palais de justice de La Haya.



Déversement de pétrole de Shell à Ruhpoku, au Nigeria.



Travailleur d'une mine d'étain à Tanjung Pesona, district de Sungai Liat, Bangka, Indonésie.

Le point sur nos programmes

justice économique – résister au néolibéralisme

DONATED BY

ArcelorMittal

Donation d'ArcelorMittal.

© d. urbaniak/foee



Marche pour réclamer justice pour les communautés d'Amérique centrale victimes du changement climatique.

Première séance du Sommet des Peuples.

En plus de nos efforts pour libérer l'ONU de l'emprise des transnationales et pour sensibiliser le public aux dangers que comporte le fait de mettre un prix à la nature, en 2012 les Amis de la Terre International ont pris pour cible les entreprises criminelles, en s'attaquant à leur impunité, à leur corruption et à leur influence sur les gouvernements.

Nous avons contribué à obtenir 21 000 voix pour désigner le géant minier brésilien Vale comme « la plus mauvaise entreprise de l'année » lors des Public Eye Awards 2012 à Davos, en Suisse. Le même jour de la remise des prix, nous avons publié une nouvelle étude de cas de la série How corporations rule, où nous expliquons comment Vale contribue au changement climatique par ses activités minières polluantes tout en profitant des plans de « compensation de carbone » qui exacerbent la crise climatique. En même temps, nous avons informé les médias des violations des droits de l'homme commises par l'entreprise au Mozambique, où des centaines de familles qui ont été déplacées par elle continuent de manquer d'eau, de terres et de transport.

Nous avons obtenu un résultat important après de longs efforts pour exposer les effets négatifs des activités d'ArcelorMittal au Liberia : le gouvernement du Liberia a annoncé qu'il entreprendrait une inspection indépendante et exhaustive du Fonds de développement social du Comté, auquel l'entreprise est obligée de contribuer. En même temps, nous avons réclamé des lois plus sévères en matière de transparence, pour exiger aux compagnies pétrolières, gazières et forestières européennes de publier ce qu'elles paient aux gouvernements afin d'avoir accès aux ressources naturelles. Nous avons réclamé aussi la transparence aux membres du Parlement européen, pour qu'ils publient une analyse des intérêts financiers déclarés et qu'ils insistent sur le respect strict des codes éthiques.



Les forces de sécurité de l'ONU supervisent la mine de Nimba, abandonnée au cours des 14 années de guerre civile au Liberia. La mine appartient maintenant à ArcelorMittal.

Aux États-Unis, les Amis de la Terre ont décrié le caractère secret des négociations pour l'Accord de partenariat trans-pacifique, un traité de libre-échange qui, en plus de menacer des protections environnementales essentielles, permet aux compagnies d'échapper à leurs responsabilités et même de poursuivre en justice les gouvernements qui prennent des mesures pour protéger la santé et le bien-être de leurs citoyens. C'est ce qu'a fait en Uruguay le géant du tabac Philip Morris ; les Amis de la Terre Uruguay font pression pour que le pays se retire de ce type de système de règlement des différends relatifs aux investissements. Au moyen de cours de formations, de séminaires, d'activités publiques et de divulgation internationale, nous continuons d'informer la population mondiale sur cette nouvelle génération d'accords de commerce et d'investissement.



Des activistes des AT Écosse, devant le siège de Cairn Energy, montrent le rôle que cette entreprise pourrait jouer dans la destruction de l'Arctique.



Le Sommet des Peuples et une manifestation contre l'entreprise brésilienne Vale.

Notre fédération

la croissance du mouvement

Assemblée générale biennale 2012 des Amis
de la Terre International à El Salvador. © foet



Assemblée générale biennale 2012 des Amis de la Terre International à El Salvador.

Kirtana Chandrasekaran et Isaac Rojas, coordinateurs des programmes internationaux des ATI.

Les Amis de la Terre International reconnaissent que, pour réaliser leur vision, ils doivent construire un mouvement suffisamment fort pour transformer radicalement le monde. Nous savons que notre pouvoir réside dans la force de nos organisations membres et que, en tant que fédération, nous devons investir dans le développement de leurs capacités. En 2012, l'Équipe pour le développement des membres, qui est composée de représentants d'organisations AT de toutes les régions, a rédigé et distribué un questionnaire d'auto-évaluation dont le but était d'améliorer notre connaissance des diverses structures organisationnelles, stratégies et cultures, de nos cibles et alliés communs, et de notre capacité de mobiliser des ressources et de bâtir un mouvement pour la justice environnementale. Lors des assemblées régionales annuelles de mai et juin, les représentants des l'Équipe pour le développement des membres ont facilité les analyses régionales des évaluations et contribué à identifier les priorités et les initiatives susceptibles de renforcer notre capacité de procéder au changement.

Une de ces initiatives était déjà en cours de réalisation en 2012, grâce à une subvention spéciale de l'organisation néerlandaise PSO. Un programme d'échange des ATI a réuni quatre organisations de la région Asie-Pacifique pour partager des connaissances et mettre en place un travail collectif au sujet des réfugiés du climat. En Afrique, les AT Liberia et les AT Togo se sont rendus chez les AT Nigeria pour apprendre de leurs expériences respectives en matière de résistance à l'exploitation destructive de gaz et de pétrole. Des organisations latino-américaines ont participé à un projet expérimental d'échange centré sur le leadership intergénérationnel et les agents de changement, qui a eu lieu pendant le sommet international de Rio. Le programme de jumelage a eu un succès retentissant ; les organisations participantes y ont acquis de nouvelles compétences et une énergie accrue pour faire avancer leurs campagnes.

En novembre, la fédération s'est réunie à El Salvador pour son Assemblée générale biennale (AGB), qui a eu lieu à l'Ecocentro des AT El Salvador, un beau centre de formation où l'on développe et met en pratique les techniques de la permaculture. Entre autres choses, l'assemblée a donné à la fédération l'occasion de réfléchir sur le « changement de système », de discuter en profondeur sur de nouvelles questions et d'analyser ensemble les résultats de l'auto-évaluation des organisations membres. Une pré-conférence stimulante organisée par les AT El Salvador et par le Mouvement des victimes du changement climatique a confirmé l'importance de la décision des Amis de la Terre d'agir à l'unisson et en se solidarisant avec les personnes les plus vulnérables du monde pour amener la justice environnementale.



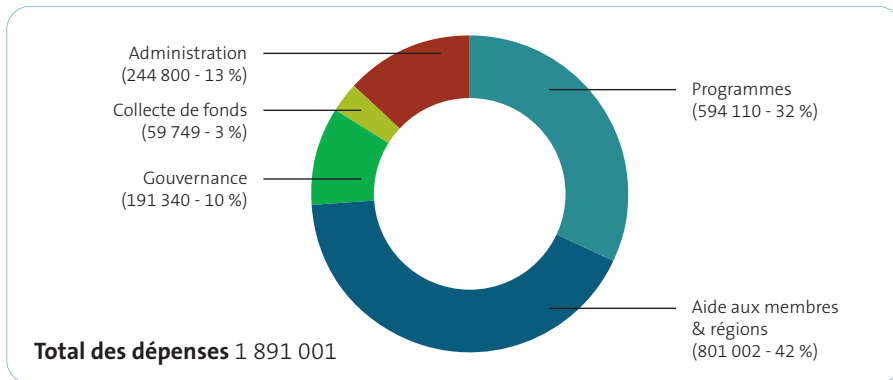
Fernando Costa, AT Brésil, parle à la population pendant la tournée internationale de solidarité en Amérique centrale.



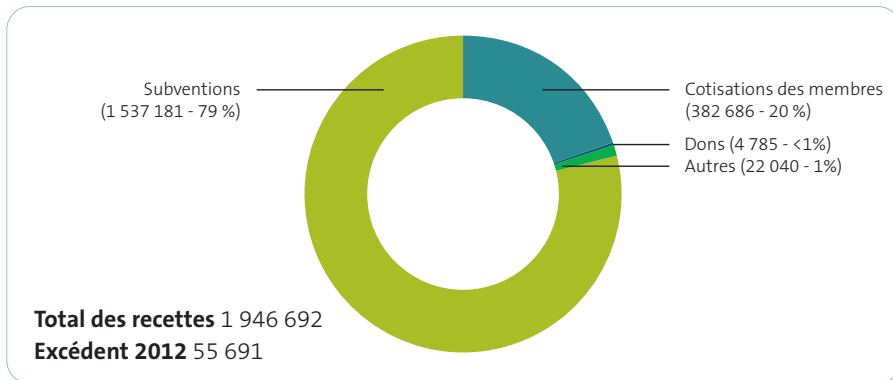
Lucia Ortiz, coordinatrice des programmes internationaux des ATI.



Les chiffres en euros



© foei



Coordinateurs des programmes internationaux des ATI.

Personnel du secrétariat international des ATI.

© foei

Le rapport financier des ATI, complet et vérifié, est disponible sur : www.foei.org/en/resources/publications/annual-report/financial-statements-2012/view

Les Amis de la Terre International remercie le généreux soutien de leurs sympathisants et de leurs donateurs institutionnels :

Charles Stewart Mott Foundation
Climate Change Litigation Project Funds
Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas
Europe Aid
Evangelische Entwicklungsdienst

Isvara Foundation
Lee and Gund Foundation
PSO
Société suédoise pour la conservation de la nature

notre

comité exécutif 2012



Présidente : **Jagoda Munic, AT Croatie**

Vice-présidente : **Karin Nansen, AT Uruguay**

Trésorier : **Hemantha Withanage, AT Sri Lanka**

Tatiana Roa Avendano, AT Colombie

Nnimmo Bassey, AT Nigeria

Elaine Gilligan, AT Angleterre, Galles et Irlande du Nord

David Hirsch, AT États-Unis*

Ricardo Navarro, AT El Salvador*

Bobby Peek, AT Afrique du Sud*

Meena Raman, AT Malaisie

Daniel Ribeiro, AT Mozambique

membres sortants*

Ricardo Navarro, Nnimmo Bassey et Karin Nansen avec le personnel du secrétariat des ATI et des bénévoles à l'Université Wageningen, aux Pays-Bas.



En haut à gauche : La nouvelle présidente des ATI, Jagoda Munic, avec la délégation de la mission sur les droits de l'homme à El Salvador et au Guatemala.

En haut à droite : Karin Nansen à la séance plénière du Sommet des Peuples à Rio sur la souveraineté alimentaire.

Le président Nnimmo Bassey reçoit le Prix Rafto 2012.



Ricardo Navarro à la conférence des AT El Salvador et de MOVIAC.



Les membres du Comité exécutif à l'Assemblée générale biennale 2012.



Meena Raman avec Asad Rehman (AT AGIN) et Bertrand Sansonnens (AT Suisse).



Bobby Peek pendant la mission de solidarité des ATI en Palestine.

Les Amis de la Terre dans
le monde



Afrique

Cameroun
Ghana
Liberia
Mali
Maurice
Mozambique
Nigeria
Sierra Leone
Afrique du Sud
Swaziland
Tanzanie
Togo
Tunisie
Ouganda

Asie-Pacifique

Australie
Bangladesh
Indonésie
Japon
Malaisie
Népal
Nouvelle-Zélande
Palestine
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
Corée du Sud
Sri Lanka
Timor oriental.

Europe

Autriche
Belgique (*Wallonie et Bruxelles*)
Belgique (*Flandre*)
Bulgarie
Croatie
Chypre
République tchèque
Danemark
Angleterre, Galles et Irlande du Nord
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Allemagne
Hongrie

Irlande
Italie
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Macédoine
(*ex République yougoslave de*)
Malte
Pays-Bas
Norvège
Pologne
Écosse
Slovaquie
Espagne
Suède
Suisse
Ukraine

Amérique latine et Caraïbes

Argentine
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Curaçao (*Antilles*)
El Salvador
Grenade (*Antilles*)
Guatemala
Haïti
Honduras
Mexique
Paraguay
Uruguay

Amérique du Nord et Caraïbes

Canada
États-Unis